



Encore une réunion pour rien, L'intersyndicale des orthophonistes méprisée

Le 1^{er} octobre, l'intersyndicale des orthophonistes s'est rendue au Cabinet de la ministre de la Santé pour travailler sur le problème du reclassement des orthophonistes de la Fonction Publique... **POUR RIEN !**

Il avait été prévu à l'issue de la rencontre du 22 juillet 2014 que lors du rendez-vous du 1er octobre 2014, les deux directions des ministères concernés, la Direction Générale de l'Offre de Soins et la DGAFP, devaient présenter aux représentants de la profession le travail préparatoire à l'ouverture de négociations, les données concernant la démographie, les statuts et les postes des orthophonistes hospitaliers.

L'intersyndicale n'a pu que constater l'absence des représentants du ministère de la fonction publique et l'absence des documents promis par la Santé, rendant tout travail impossible. Tous les représentants des orthophonistes ont quitté ensemble la réunion, ne pouvant accepter ce mépris d'une profession de santé fragilisée dans les hôpitaux.

La ministre a pourtant écrit aux parlementaires qui l'avaient interrogée son attachement à « la question essentielle de l'attractivité de la profession dans le secteur public », mais n'apporte aucune solution pour remédier à cette situation.

L'intersyndicale a donc dû faire face, une fois de plus, à un report de toute négociation.

La situation s'aggrave de jour en jour. Poursuivre dans ce refus d'ouverture de négociations salariales revient à porter la responsabilité de la disparition des orthophonistes et des soins orthophoniques dans les hôpitaux.

L'intersyndicale maintient que la présence d'orthophonistes hospitaliers dans les services est une nécessité pour assurer une prise en charge complète des patients hospitalisés.

Un nouveau rendez-vous aura lieu, au Ministère de la Fonction Publique, le 14 octobre 2014. L'intersyndicale reste déterminée, attend des propositions concrètes concernant la revalorisation salariale, et reste mobilisée dans la perspective d'actions à venir. L'intersyndicale qui n'est pas écoutée par les ministres de la santé et de la Fonction Publique en appelle au Premier Ministre et au Président de la République.